

Toulouse, le 20 Novembre 21

A PROPOS DU BILAN PRESENTE PAR LE CD31 DE L'EXPERIMENTATION DITE « MIXITE SOCIALE »

Nous avons lu attentivement le bilan et les divers articles consacrés à l'expérimentation dite « mixité sociale » en cours à Toulouse et nous tenons à y répondre sur plusieurs points :

Tout d'abord, rappelons très brièvement en quoi consiste l'expérience proprement dite, inspirée du « *busing* » aux USA : sous prétexte de favoriser la « mixité ¹ » et de « *casser les établissements ghettos* », à la rentrée 2107, les élèves ordinairement affectés au collège classé REP+ de leur quartier (La Reynerie), le collège Badiou étaient réaffectés en 6° dans 5 collèges éloignés, dits « socialement favorisés », situés en ville ou de l'autre côté de la ville. Un transport spécifique était mis en place pour amener ces élèves dans leur nouvel établissement (parfois à plus de 40 minutes de trajet en bus scolaire) et les ramener dans leur quartier le soir où ils passaient la journée avant de revenir en fin de journée. Plus aucun élève n'étant affecté à Badiou, l'établissement a été fermé en juillet 2021, année où il n'accueillait plus que des élèves de 3°.

Le même programme est mis en place pour le collège voisin du quartier Bellefontaine, avec un décalage de 2 ans (la 1ère cohorte arrivant en seconde en Septembre 23).

Ce projet concernant les 2 plus gros collèges REP+ de Toulouse (plus de 1000 élèves), et compte tenu de l'accroissement constant de la population scolaire dans la métropole, 2 nouveaux collèges étaient prévus en remplacement des collèges détruits, dans un quartier proche (ST-Simon).

Dès le départ, le projet a rencontré une forte opposition des parents, des enseignants et des habitants du quartier, qui souhaitaient la mise en place d'un moratoire et ne comprenaient pas pourquoi un tel traitement différentiel à leur égard, puisque les élèves du plus gros quartier de Toulouse, le Mirail se voyaient privés de leurs deux collèges de proximité. ²

Tout au long du projet, nous avons suivi son déroulement avec attention, mais, malgré nos demandes renouvelées, ni le CD31 ni le rectorat ne nous ont jamais fourni le moindre élément de bilan.

En janvier 21, le Conseil Départemental 31 organise une première conférence de presse pour présenter un bilan d'étape totalement fantaisiste, auquel nous avons répondu, ³ mais qui ne sera pas rectifié.

En octobre 21, les premiers élèves ayant terminé leur cycle dans leur collège d'accueil et passé le brevet en juin, nouvelle conférence de presse pour présenter un bilan triomphant des premiers résultats de l'expérimentation, bilan dont la presse locale et nationale s'est largement fait l'écho .

1 Sous ce terme générique « mixité », plusieurs éléments sont avancés en fonction des publics et des périodes : *mixité sociale*, avec la théorie du « *ruissellement* » : les élèves défavorisés, au contact des élèves dits « favorisés », acquerraient une partie de la culture qui leur ferait défaut.

Mixité scolaire : là encore, étant dans de « meilleures » classes, les élèves en échec progresseraient davantage que dans un établissement REP+ , et l'ensemble des élèves amélioreraient leurs résultats et seraient en situation de réussite à la sortie du collège.

Mixité raciale ou ethnique : argument le moins souvent avancé officiellement mais le plus présent dans les discours officiels : le projet venait après les attentats de novembre 2015 et les termes de « cocotte-minute », « bombe à retardement », par exemple ont été utilisés au plus haut niveau pour justifier ce projet d'éparpiller les élèves du quartier.

2 Voir le site : <https://assembleeparentsenseignantshabitants.wordpress.com/> qui recense les textes, manifestations, etc... menés à l'époque pour demander ce moratoire et une réflexion plus approfondie sur comment améliorer la réussite scolaire des élèves du quartier et favoriser leur ouverture sociale et culturelle.

3 Voir page 3 . Vous trouverez également en annexe un courrier rectificatif, resté sans réponse, adressé au rectorat, avec copie presse et CD31

Bilan qui à nouveau nous interroge, tant par la méthode que par les chiffres avancés et leur interprétation :

sur la méthode : sur la méthode : seuls, les résultats de 100 élèves concernés par l'expérimentation (sur 124 affectés dans les collèges d'accueil) ont été pris en compte. Pourquoi pas ceux des autres élèves (20 % quand même ?)

- Ont-ils changé d'établissement entre temps et si oui par quel motif ? Ils n'ont pas tous déménagé ! Nous connaissons des élèves qui ont été réorientés en segpa, d'autres dont les parents ont obtenu une dérogation pour un établissement plus proche de leur domicile, d'autres qui ont été exclus et réaffectés dans un établissement en général REP...)
- S'ils n'ont pas changé d'établissement, est-ce parce qu'ils n'ont pas présenté le brevet, mais le CFG ?

Par ailleurs, les 50 élèves « *disparus des radars* » qui auraient dû être concernés par l'expérimentation sont essentiellement des élèves qui, par la volonté de leurs parents et leur mobilisation, ont rejoint des collèges plus proches. Par exemple, une trentaine d'élèves de l'école Simone Veil, une dizaine de l'école Daurat, etc... Le rectorat n'a peut-être alors pas compté cela comme des dérogations officielles, mais il n'en reste pas moins que près d'un tiers des élèves concernés par l'expérimentation en 2017 ont obtenu une affectation de proximité, à la demande expresse de leurs parents. ⁴

Pourquoi ces élèves-là n'ont-ils pas été suivis comme cohorte de référence, en particulier ceux affectés dans les 3 collèges REP+ autour du Mirail ? Cela aurait permis de comparer leurs résultats à ceux des élèves affectés dans les collèges du plan « mixité ». Ceux que nous connaissons ont eu des résultats tout à fait satisfaisants, tant au brevet que pour leur orientation, qui ne nous semblent pas inférieurs à ceux des 100 élèves donnés dans le bilan du CD. Le suivi comparatif des 2 cohortes était tout à fait possible, tous les élèves étant identifiés par un numéro personnel.

Enfin, le CD31 annonce qu'une « *enquête sociologique de satisfaction globale* ⁵ » est menée par une doctorante sous la forme d'entretiens avec certains parents, certains enseignants, certains élèves. Comment sont-ils recrutés, choisis ? Pourquoi pas tous ? L'entretien est-il libre ou orienté ? Une telle étude ne peut avoir qu'une valeur indicative, même si on nous assure que l'échantillon est « représentatif » mais de qui ?

Nous sommes donc très réservés sur la méthode globale utilisée pour ce bilan.

Sur les chiffres :

Le seul chiffre utilisé par le rectorat et le conseil départemental pour évaluer l'amélioration éventuelle des résultats des élèves est le résultat des élèves du collège R. Badiou en 2015 au brevet des collèges, tombé exceptionnellement à 50 % . Or cette année-là, plusieurs élèves arrivés de l'étranger (Italie, Espagne) étaient inscrits au brevet mais ne s'y sont pas présentés, étant déjà repartis de France. De plus les moyens, notamment en personnel, avaient été très réduits par rapport aux années précédentes. Les résultats corrigés, tenant compte uniquement des élèves présents, donnaient un taux de réussite de 60 % au brevet de 2015 à Badiou.

D'après les chiffres communiqués par le rectorat lui-même, de 2011 à juin 2020, date de sa fermeture, les résultats du collège Badiou au brevet n'ont jamais été inférieurs à 62 % : Sur les 10 dernières années avant sa fermeture, exception faite de 2015, les résultats ont varié entre 62 et 80% selon les années. Chaque année, des élèves de Badiou obtenaient des bourses au mérite, attribuées aux titulaires de mentions bien ou très bien, et enchaînaient avec de très beaux parcours au lycée. ⁶

4 Toutes les années suivantes, des parents ont dû se mobiliser pour obtenir une affectation dans un collège de proximité.

5 <https://www.haute-garonne.fr/dossier/bilan-la-mixite-sociale-dans-les-colleges>

6 Par ex, en 2019, sur 77 élèves reçus, 33 élèves de Badiou ont obtenu une bourse au mérite (15 mentions TB, 18 mentions B) malgré un contrôle continu plutôt sévère, en comparaison aux autres établissements REP de Toulouse

En ce qui concerne les orientations, là encore, les chiffres sont comparables. Surtout si nous rappelons que les chiffres de Badiou comptabilisaient **tous** les élèves, y compris ceux présentant le CFG ou le brevet professionnel, et pas seulement une partie d'entre eux.

En ce qui concerne l'ouverture culturelle, nous pouvons simplement rappeler que les élèves de Badiou assistaient à de nombreux spectacles en ville, et que tous les ans, des voyages étaient organisés partout en France, à Paris avec visite de l'Assemblée et de Notre-Dame entre autres, mais aussi en Angleterre ou en Espagne. Il faut ajouter que par le biais d'associations partenaires comme Télémaque, des élèves étaient parrainés par des familles aisées, où ils étaient reçus et qui étaient invitées dans les familles de nos élèves (fait rarissime), que des élèves musiciens du quartier et leurs familles, en aboutissement à d'ambitieux projets, allaient régulièrement assister à des concerts classiques en ville, sans parler des échanges procurés par les activités sportives de haut niveau et très attractives etc⁷ Au final, la variété de ces projets permettait à la grande majorité des collégiens du quartier d'avoir accès à une ouverture sociale, par un biais ou un autre. (Et nous ne parlons pas là des pratiques individuelles, sportives ou artistiques, que les horaires imposés par l'éloignement du collège d'accueil ne leur ont plus permis de pratiquer!).

Les élèves de 3^o de Badiou ne passaient pas tous leur stage dans un kebab du quartier, contrairement aux idées reçues, mais grâce à des partenariats, ils pouvaient observer des métiers d'ingénieurs, d'architectes, de kinésithérapeutes, d'avocats, de courtiers en assurance, ou en immobilier, etc... dans des entreprises situées hors du quartier, parfois dans la métropole.

Il y a une réelle et totale méconnaissance et une occultation de toutes ces rencontres, de tout ce travail, menés dans la durée par une équipe stable⁸, qui sont à la base d'une réelle mixité.

Par ailleurs, il faut rappeler la légèreté du bilan d'étape présenté par le Conseil Départemental et le rectorat en janvier 2021, qui criaient victoire sur la base d'une comparaison entre les moyennes obtenues **en 4^o au contrôle continu** en français et mathématiques par des élèves de la Reynerie dans le cadre du « plan mixité » et les résultats dans ces mêmes matières **obtenus à l'examen du brevet** (donc en fin de 3^o) en 2015 par les élèves du collège Badiou ! Une telle absence de rigueur méthodologique pose quand même problème.⁹

⁷ Par exemple, pour l'année 2016, nous pouvons citer **en sport**, la section foot qui enregistre 53 élèves licenciés dont 15 filles et 38 garçons, qui permet d'apporter une certaine mixité, avec quelques élèves issus du centre-ville et d'autres quartiers de Toulouse. Cette section est un facteur de réussite constaté.

En sciences, le projet « sciences » en sciences physiques avec des étudiants ingénieurs et les classes de 4^{ème}.

Un projet mené sur le film d'animation et des lectures oralisés en Segpa.

Comme projets culturels, un projet avec le Musée d'art moderne des Abattoirs et les classes de 5^{ème} (travail avec l'artiste Françoise Maisongrande), une rencontre avec un auteur de BD africain et lecture de contes du Moyen Orient en 5^{ème}; Le projet « polars » en lien avec le festival du polar de Toulouse (rencontre d'un auteur par les classes de 3^{ème}), mené en lien avec la librairie Renaissance. ; Le projet « Rebelles » avec la médiathèque du grand M et le collège Bellefontaine avec des classes de 4^{ème} (lecture d'une sélection de livres, échanges entre les deux collèges, travail en ateliers avec des intervenants).

Dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté, le projet « Buzzons contre le sexisme » avec l'association Du côté des femmes et Télé-debout (tournages de mini films et participation à un concours). ; Le « Forum citoyenneté » dans le cadre de la semaine de la laïcité et citoyenneté où la police, des associations sont intervenus auprès des élèves du niveau 4^{ème} + Interventions de membres de l'Association de la légion d'honneur en 5^{ème} sur l'héroïsme et la citoyenneté.

Et enfin, **comme support à une réelle mixité** et à des échanges entre familles de milieux sociaux différents, le projet « Télémaque » en 5^{ème} où des élèves sont parrainés par des ingénieurs d'Airbus et qui se prolongera sur toute la scolarité des élèves qui en ont bénéficié.

⁸ A Badiou, un noyau stable d'enseignants (au collège depuis plus de 10 ans pour certains), permettait d'intégrer très facilement et de fidéliser les nouveaux enseignants et créait une relation de confiance exceptionnelle avec des familles dont ils avaient accompagné plusieurs enfants au cours de leur scolarité.

⁹ Cf courrier en annexe

Présenter cette expérimentation comme une réussite extraordinaire nous paraît donc tout à fait exagéré et très irresponsable au regard des conséquences idéologiques et politiques de cette affirmation :

En effet, **cette expérimentation est présentée au niveau national comme une alternative efficace à la politique de l'éducation prioritaire.** Le fait de disperser les élèves des quartiers populaires dans les autres établissements de la ville ou de la métropole permettrait une meilleure réussite et une meilleure intégration scolaires et sociales. D'où l'importance de questionner le bilan et de s'interroger sur le sort des 50 élèves n'ayant pas intégré le dispositif et celui des 24 élèves sortis des radars, dont nous savons que plusieurs ont été réorientés ou réaffectés dans d'autres collèges.

Le bilan incomplet et partial du CD 31 sert de justification à la réforme actuelle de l'éducation prioritaire : tous les établissements seraient dorénavant dotés **en fonction de leur taux d'élèves défavorisés.** Ainsi, des établissements non situés en quartier prioritaire pourraient bénéficier de moyens supplémentaires, et des établissements de quartier prioritaire, que le rectorat estimerait « ne pas jouer le jeu » ou ne pas avoir de résultats suffisants verraient leurs moyens réduits.

Le Conseil Départemental de la Haute Garonne et le rectorat de Toulouse jouent déjà ce jeu là, en accordant des moyens supplémentaires aux établissements qui reçoivent « *des élèves de la mixité* », pourtant en général déjà bien pourvus. (classes de 6° à 25, comme en REP, et moyens financiers pour développer des projets et créer des équipements dans ces collèges au détriment des autres établissements de l'académie, et en particulier des établissements de l'éducation prioritaire.)¹⁰

Autre effet pervers, non pris en compte dans le dit bilan, mais qui a obligatoirement eu des conséquences en termes de réussite des élèves concernés : depuis le début de cette expérience, les autres collèges toulousains et en particulier tous les collèges de proximité situés en REP+ ont vu leurs effectifs gonfler dans des proportions déraisonnables (par ex le collège Stendhal passé de 400 à plus de 600 élèves) en même temps que les moyens pédagogiques alloués par le rectorat diminuaient pour permettre aux collèges d'accueil de maintenir les 6° à 25 et d'y assurer un suivi pédagogique supplémentaire, bénéficiant à tous les élèves du collège.

Ainsi, un élément supplémentaire du bilan à prendre en compte, c'est que le « plan mixité » a en réalité davantage profité aux élèves des collèges d'accueil « favorisés » qu'aux enfants des quartiers prioritaires, où les conditions d'accueil et de travail n'ont cessé de se dégrader.

En ce qui concerne l'objectif annoncé d'une *meilleure intégration*, là aussi le bilan est mitigé. Tout d'abord, dans tous les établissements, ces élèves sont couramment appelés « *les élèves de la mixité* », ce qui trahit une forme de discrimination. De plus, de nombreux parents et habitants du quartier vivent très mal la stigmatisation due au fait que le Mirail, plus important quartier de Toulouse, est aussi le seul à Toulouse et probablement en France à ne plus avoir aucun collège de proximité (les 2 collèges du quartier, qui comptabilisaient près de 1000 élèves sont supprimés!) Les 2 collèges construits « en remplacement de Badiou et Bellefontaine », n'accueilleront qu'une infime partie des élèves du quartier, qui dans leur immense majorité continueraient d'être affectés à l'autre bout de la ville. D'où un fort sentiment d'injustice et de traitement à part. La proximité est un droit, sauf au Mirail.

Difficile de parler d'égalité dans cette situation.

¹⁰ <https://www.haute-garonne.fr/dossier/bilan-la-mixite-sociale-dans-les-colleges>

Enfin, il faut aussi s'interroger sur ce que recouvrent les notions de « *ghetto scolaire* » et de « *mixité sociale* ».

La plupart des établissements scolaires de France sont des établissements de l'entre-soi, où les élèves sont relativement homogènes socialement. Mais nous constatons que cette expression s'applique toujours uniquement aux établissements des quartiers populaires. Même les établissements de campagne aux résultats scolaires similaires ne sont pas étiquetés « ghettos ».

Les seuls « *ghettos scolaires* » seraient les établissements REP+ des métropoles, c'est donc bien lié au lieu d'habitation et non aux résultats scolaires ou aux difficultés d'apprentissage des enfants.

Les parents de Reynerie étaient très choqués qu'on les renvoie sans arrêt, eux, leurs enfants, leur quartier, à ce statut « *d'habitants du ghetto* », à cette marginalisation, à ce rejet, si bien exprimé dans l'anecdote suivante : alors qu'ils proposaient de faire 50/50, c'est-à-dire qu'une partie des enfants du quartier aille dans des collèges de la ville et qu'une partie des enfants de la ville viennent dans leur collège, la réponse des responsables du CD31 a été : « *les autres ne voudront jamais* ». Réponse renouvelée publiquement le 10 octobre : « *les autres parents ont les moyens de mettre leur enfant en privé pour ne pas venir ici, vous non, c'est donc vous qui bougez* ». ¹¹ Autrement dit : vous n'êtes pas comme les autres, vous n'avez pas les mêmes droits que les autres. C'est ça la « ghettoïsation » : refuser à une partie de la population ses droits en raison de son lieu d'habitation. Quelque part ce projet va à l'encontre de l'objectif annoncé de permettre aux enfants du quartier et à leurs familles de se sentir pleinement du pays. ¹²

Quant à la « mixité », il s'agit d'un mot fourre-tout pour désigner des objectifs différents, mais surtout d'un mythe : pour que les habitants d'un pays se mélangent, il faut d'abord que ce pays respecte tout le monde, et cesse de désigner une partie d'entre eux comme dangereux, « inassimilables », « étrangers » au pays où ils sont nés, nécessitant un traitement à part.

Vous comprenez donc que nous ne pouvons nous satisfaire de ce bilan tronqué d'une expérimentation qui interroge l'ensemble de notre système éducatif et de notre société. Nous estimons nécessaire de pouvoir engager ce débat qui concerne tout le pays en le menant sur la base d'un vrai bilan honnête, complet, documenté et comparatif. Nous sommes bien entendus prêts à en discuter avec vous si vous souhaitez entamer une réflexion plus approfondie sur le sens et les conséquences de cette expérimentation.

Cordialement

L'Assemblée Parents/Enseignants/Habitants
assembleeparentsprofshabitants@gmail.com

L'Assemblée des Parents
assembleedesparents@gmail.com

pj : Courrier rectificatif, concernant le bilan d'étape du « plan mixité » présenté par le CD31 et le rectorat en janvier 21.

11 Rappelons que la plupart des établissements privés confessionnels sous contrat sont subventionnés par l'Education Nationale (peut-être que leur privatisation totale serait un levier plus efficace pour obliger au respect de la carte scolaire...)

12 Une autre conséquence de ce projet a été l'ouverture d'un collège confessionnel musulman hors contrat dans le quartier.

ANNEXE

L'Assemblée des Parents

assembleedesparents@gmail.com

L'Assemblée Parents/enseignants/habitants

assembleeparentsprofshabitants@gmail.com

à l'attention de M. DESTABLE, Directeur académique adjoint

Toulouse, le 10/02/21

Objet : bilan projet « mixité sociale »

Monsieur,

Nous vous écrivons suite à l'article paru dans la Dépêche du 26 janvier : <https://www.ladepeche.fr/2021/01/27/mixite-sociale-a-toulouse-le-futur-college-saint-simon-pourra-accueillir-700-eleves-en-2022-9337066.php>

En effet, dans cet article, nous lisons que : « *avant le dispositif de mixité scolaire, « les moyennes en français et mathématiques au brevet des collèges étaient de 7,5 et 4,8 à Raymond Badiou », rappelle Philippe Destable, directeur académique adjoint. Les résultats au brevet 2019-20 des élèves issus du quartier Reynerie révèlent en effet que « 64 % d'entre eux ont une moyenne supérieure à 8 en français (dont 45,4 % ont plus de 10 et 54,5 % ont une moyenne supérieure à 8 en mathématiques (dont 37,5 % ont plus de 10). »*

Ces propos sont d'ailleurs extraits du dossier de presse du CD concernant la construction du collège St Simon1, dont l'ouverture prévue pour septembre 21 est repoussée d'un an.¹³

Nous ne comprenons pas bien comment vous pouvez ainsi comparer entre elles des données dissemblables : en effet, vous comparez des résultats au brevet (que n'ont pas passé les élèves de Reynerie puisque ils entrent cette année en 3^o) et des moyennes de contrôle continu.

Concernant les chiffres que vous avez choisi de mettre en avant pour Badiou, de quoi s'agit-il ? De résultats comprenant les moyennes de contrôle continu et les notes obtenues aux épreuves ou bien seulement de l'un ou de l'autre ? S'agit-il des résultats d'une année spécifique et si oui laquelle ou bien d'une moyenne sur plusieurs années, et là encore lesquelles ?

Par ailleurs, vous indiquez pour les élèves de Reynerie en 2019/20, **donc élèves de 4^o**, des proportions d'enfants ayant des moyennes supérieures à 10 en français et mathématiques. Il conviendrait donc de procéder de même avec les élèves ayant passé le brevet à Badiou en 2019/2020.

Nous tenons par exemple à vous signaler par exemple que la session 2020 du brevet à Badiou a vu

¹³1« VISITE DE CHANTIER DU FUTUR COLLEGE AVENUE EISENHOWER - Point d'étape du plan mixité sociale dans les collèges - Mercredi 27 janvier 2021 »

80% d'élèves reçus, dont 65 % de mentions, (15 TBien, 18 Bien, 17 A Bien sur 77 reçus au Brevet général) des chiffres très différents de ceux que vous annoncez, et qui tiennent largement la comparaison avec les résultats de 4° actuels.

Il est vrai qu'en 2019/20, comme l'année précédente, les élèves de Badiou ont réellement bénéficié de moyens REP+ , alors que les chiffres qui ont été utilisés pour justifier la destruction du collège étaient ceux d'une année où une partie des élèves étaient des primo-arrivants ne maîtrisant pas la langue française et où les classes étaient à 24 !

En ce qui concerne les résultats du Brevet 2019 (où les élèves ont passé les épreuves en plus du contrôle continu), le Comparatif des résultats DNB-série générale-juin 2019-établissements REP+ de Toulouse, édité par vos services, donne les résultats suivants pour les élèves de Badiou :

- épreuve de français : 19 % des élèves ont plus de 10 (2° meilleur résultat)
- épreuve de mathématiques : 11 % des élèves ont plus de 10 (1^{er} meilleur résultat)
- épreuve d'histoire géo : 32 % des élèves ont plus de 10 (2ème meilleur résultat)
- épreuve de science : 48 % ont plus de 10 (2ème meilleur résultat)
- oral : 83 % ont plus de 10 (2ème meilleur résultat)

Pour le contrôle continu, 79 % des élèves ont plus de 10, ce qui met le collège Badiou en dernière position des collèges REP+ concernés, indiquant ainsi que les enseignants n'y sont pas complaisants et que le diplôme des élèves n'a pas été bradé !

Depuis des années, nous demandons que nous soit fourni un vrai bilan de l'expérimentation « mixité scolaire ». Ceci suppose de comparer ce qui est comparable. Nous voulons savoir :

- Combien d'enfants de Reynerie sont entrés en 6° dans les collèges receveurs ?
- Combien de cette cohorte y sont entrés en 5° et combien ont quitté le collège. Pour quel autre établissement ? Pour quel motif ?
- Idem pour les niveaux 4° et 3°.
- Nous voulons savoir concernant les élèves de 3° de la cohorte combien passent le brevet des collèges, (et parmi ceux-là combien passent le brevet général et combien le brevet professionnel) et combien passent le CFG.
- Concernant les résultats du brevet, nous voulons bien sûr les moyennes du contrôle continu et des épreuves, mais aussi le nombre de mentions bien et très bien, ouvrant à la bourse au mérite.
- En fin de 3°, nous voulons savoir quelle est l'orientation des élèves : Combien en Centre d'apprentissage ? Combien en Lycée Professionnel ? Combien en 2nde générale et technologique ?
- Nous souhaitons ces résultats finaux également pour les élèves de Badiou qui ont été scolarisés dans un autre établissement à Toulouse, et en particulier pour les élèves qui ont été scolarisés dans un établissement REP+, afin d'avoir une comparaison de cohortes.

C'est sur la base de ces éléments en particulier que pourra être établi un réel bilan de cette expérimentation. C'est le respect minimum qui nous est dû, à nous parents mis devant le fait accompli, -(« *La fermeture n'est pas négociable* » était le leitmotiv des autorités lors des réunions soit-disant de « concertation »)- mais aussi à nos enfants qui ont servi de cobayes et aux enseignants qui ont été dénigrés et montrés du doigt.

Nous ne sommes pas naïfs, nous avons bien compris que derrière cette expérimentation, c'est aussi toute l'éducation prioritaire dans le second degré qui est visée : en effet, pour nos enfants (c'est-à-dire tous les élèves de Reynerie et maintenant ceux de Bellefontaine) la « mixité sociale » a

définitivement remplacé le dispositif d'éducation prioritaire dont ils bénéficiaient auparavant, sans que cela soit jamais discuté en tant que tel. Et cela se ferait sans réel bilan ?

Nous vous le disons : Nous voulons un vrai bilan, honnête et sérieux. Sans cela, il serait alors évident que l'intérêt des enfants n'était en réalité qu'un prétexte pour quelques-uns à se mettre en avant en innovant au niveau national. A plusieurs reprises, nous avons pu constater les mensonges éhontés des promoteurs de ce projet. C'est pourquoi nous serons particulièrement vigilants et demandons un bilan complet, qui ne manipule pas les chiffres et s'appuie sur des données incontestables. Nous ne doutons pas que c'est aussi votre volonté .

Copies : M. Le Recteur
Presse
Conseil Départemental